

*Les crédits*

bizarre afin de retarder l'adoption d'une importante mesure législative proposée par le gouvernement afin de restaurer les services de chemin de fer. Avant de changer d'idée et de revenir sur sa position, le NPD a prêté main-forte au Bloc québécois, l'aidant à faire inutilement du tort à toute l'économie canadienne, en particulier au secteur agricole.

Il aurait suffi d'un peu plus de 48 heures pour mettre fin à la grève du rail et restaurer les services. Cependant, le Bloc nous en a empêchés et le NPD l'a aidé à faire du tort au Canada. La grève du rail a duré plus d'une semaine, un retard qui a coûté très cher.

Rien que dans l'industrie céréalière, cette semaine perdue a représenté, au titre des ventes de céréales, une perte de recettes de l'ordre de 100 millions de dollars, sans compter que le retard causé par le Bloc québécois et le NPD a nui à la réputation mondiale du Canada en tant que fournisseur agricole et agroalimentaire fiable. Il est vraiment impossible de comprendre pourquoi le NPD accorderait une certaine crédibilité au Bloc en l'aidant à retarder l'adoption d'une mesure législative destinée à mettre fin à la grève du rail.

La grève du rail n'est pas le seul exemple de la similarité d'approche entre le NPD et le BQ. Leurs approches sont également similaires en ce qui concerne l'analyse du budget fédéral qui est l'objet de la motion d'aujourd'hui. Ces deux partis, qui n'ont ni la moindre vision nationale ni le moindre engagement sérieux envers le Canada dans son ensemble, font de la basse politique pour diviser les régions. Chacun à sa manière veut faire valoir ses idées et prétend à tort que sa région est lésée et que l'autre bénéficie d'un avantage injustifié.

Les députés bloquistes crient à l'injustice envers le Québec et s'en prennent à l'ouest du Canada. Quant aux députés néo-démocrates, ils prétendent que l'Ouest est victime d'injustice et ils s'en prennent au Québec. Les deux partis sont complètement dans l'erreur.

En réalité, le budget fédéral de 1994 a été bien accueilli partout au Canada et cela pour trois raisons. D'abord, parce qu'il déclenche une attaque véritable et concertée contre le problème horrible de la dette et du déficit du gouvernement. Le budget est réaliste. Il n'a rien de factice. Il met réellement et définitivement le gouvernement sur la voie qui lui permettra d'atteindre ses objectifs de réduction du déficit, comme nous l'avons promis en 1993, dans le programme énoncé dans notre livre rouge. Grâce à ce budget, nous remplissons les engagements pris pendant la dernière campagne électorale. Nous allons faire passer le déficit annuel sous la barre des 3 p. 100 du produit intérieur brut en trois exercices.

• (1040)

Quant au problème de la dette, nous en avons hérité à notre arrivée au pouvoir en novembre 1993. Le Canada avait alors un déficit annuel supérieur à 40 milliards de dollars, soit environ 6 p. 100 de son produit intérieur brut. Il faut noter que, dans l'ensemble de l'économie canadienne, le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire compte pour environ 8 p. 100 du PIB. Le déficit, qui correspondait à environ 6 p. 100 du PIB, accaparait les trois quarts de la valeur économique de tout le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

À notre arrivée, le total de la dette accumulée du fédéral dépassait les 500 milliards de dollars. Les frais d'intérêt approchaient les 45 ou même 50 milliards de dollars par an. Autrement dit, à eux seuls, les intérêts coûtaient 850 millions de dollars par semaine ou 120 millions de dollars par jour. D'ailleurs, en additionnant les revenus nets de tous les agriculteurs canadiens pendant les dix prochaines années, nous aurions juste assez d'argent pour acquitter les intérêts sur la dette nationale d'une année. Cela donne un idée de l'ampleur du problème. Ce dernier est énorme et exige une solution urgente et c'est précisément ce que fait le dernier budget en proposant une solution rapide et décisive.

Nous avons agi. Nous avons atteint et dépassé les objectifs de réduction du déficit que nous nous sommes fixés pour 1993-1994. Nous avons fait de même pour 1994-1995. Nous allons continuer à atteindre nos objectifs concernant le déficit en 1995-1996 et en 1996-1997. Nous ramènerons le déficit à moins de 3 p. 100 du produit intérieur brut en trois exercices financiers, comme nous avons promis de le faire. À compter de 1996, pour la première fois depuis longtemps, la dette du Canada—non seulement le déficit, mais notre dette totale exprimée en pourcentage de notre PIB—commencera à diminuer.

Il est vrai que le budget est un remède de cheval. Oui, il est dur. Cependant, les Canadiens l'appuient parce qu'ils savent qu'il est nécessaire pour régler l'horrible problème de la dette et du déficit dont le gouvernement a hérité.

La deuxième raison qui explique le soutien général obtenu par le budget, c'est qu'il est juste et équilibré. Le gouvernement s'est efforcé de traiter tous les secteurs et toutes les régions de la même manière. Le budget est également dur pour toutes les régions.

Le budget contient deux types de mesures de lutte contre le déficit. D'une part, nous avons réduit les dépenses générales du gouvernement et, d'autre part, nous avons accru ses recettes. Pour chaque dollar de nouvelles recettes, nous avons réduit les dépenses de près de sept dollars. Bien sûr, cela correspond à ce que les Canadiens nous ont dit de faire, c'est-à-dire mettre l'accent sur la réduction des dépenses.

Lorsque nous additionnons les répercussions de toutes les mesures budgétaires, soit les compressions de dépenses et les hausses de recettes, et que nous analysons comment elles se répartissent sur le territoire, nous constatons qu'elles correspondent étroitement, dans chaque région, au pourcentage de la population nationale et au pourcentage du total des dépenses fédérales. Les écarts d'une région à l'autre ne sont que de quelques points de pourcentage, aussi peut-on dire que le fardeau est réparti de façon juste et équilibrée.

Quant à l'agriculture, mon ministère ne s'est pas vu imposer de fardeau supplémentaire. En 1994-1995, notre budget était de 2,1 milliards de dollars. Ce budget sera réduit de 405 millions de dollars au cours des trois prochaines années, pour s'établir finalement à 1,7 milliards de dollars. Cela représente des compressions de 19 p. 100, ce qui correspond exactement à la moyenne des compressions pour l'ensemble du gouvernement. La plupart des portefeuilles économiques du gouvernement ont vu leur budget réduit de plus de 19 p. 100, et la plupart des portefeuilles sociaux ont vu le leur réduit de moins de 19 p. 100, tandis que le budget de l'État, globalement, a été réduit de 19 p. 100 en